

conférence nationale des travailleurs libertaires

POUR la première fois depuis de longues années, des travailleurs libertaires de presque toutes les régions de France se sont réunis nombreux pour échanger leurs expériences et tenter de trouver des points d'accord en vue d'un travail commun. En cela, la conférence des travailleurs libertaires du 29 au 31 octobre est un événement extrêmement positif. Le comité fédéral de l'Alliance, après avoir laissé passer un temps de réflexion, s'est réuni pour tirer le bilan de cette conférence.

Le point concret le plus positif est la constitution de coordinations par branches d'industrie des libertaires sur le plan national. Nous avons le ferme espoir que ces coordinations fonctionneront et qu'elles s'étendront aux militants qui n'étaient pas présents à la conférence.

Si c'est là un résultat positif, nous pensons néanmoins qu'il n'est à la mesure ni des espoirs suscités, ni du temps consacré aux discussions. Sur de nombreux points, l'Alliance est parvenue à un constat d'échec. La participation des groupes de province aux débats a été faible dans l'ensemble. D'importantes divergences de démarche sont apparues, qui ont pu produire l'impression qu'il se déroulait un « duel » entre l'Alliance et UTCL. Les divergences de points de vue, résumées ici et développées de façon plus approfondie dans une brochure séparée, ont motivé la décision du comité fédéral de mettre fin aux rapports privilégiés que l'Alliance entretenait avec l'UTCL, tout en continuant bien entendu à garder des liens fraternels avec les camarades et en œuvrant pour développer le maximum d'unité d'action dans le mouvement libertaire.

Le premier point à l'ordre du jour révélait tout de suite les divergences dans la façon d'aborder les problèmes. Il semble que les camarades de l'UTCL avaient envisagé le débat sous la forme d'une lecture de rapports, qui se serait terminée par le vote d'un des textes, assorti des amendements éventuels. Les militants de l'Alliance pensaient qu'il aurait été plus intéressant d'exposer les pratiques des différents groupes présents, et d'en faire ressortir ensuite l'analyse de la période qui se trouve impliquée de fait dans ces pratiques. Les rapports introductifs avaient selon nous, moins pour but d'exposer une analyse achevée (et longue), que de présenter quelques idées-force servant à lancer le débat. C'est après seulement, qu'il aurait été possible de savoir s'il était ou non possible de faire une synthèse. Des pratiques aussi différentes que celles de l'Alliance, de l'UTCL, de la CNTF ou des groupes locaux autonomes impliquent de fait des analyses de la période diffé-

rentes, même si celles-ci ne sont pas toujours formulées. Une discussion sur cette question aurait permis d'embrasser de voir quels étaient les points d'accord possibles, dans le débat les camarades d'intégrer dans le débat les camarades des groupes autonomes de province, sur un pied d'égalité avec les « organisations ».

Le rapport introductif de l'Alliance n'a pas été lu, bien qu'il comportait une lacune dans l'exposé de l'UTCL. Cette lacune concernait le contexte international dans lequel se situe la crise en France et le rôle que joue le Fonds monétaire international et la commission trilatérale dans l'orientation de la politique, aussi bien de la droite que de la gauche, en France. A notre avis, une analyse de la période actuelle qui n'intégrerait pas une explication du contexte international ne peut pas prétendre approfondie, d'autant que ce contexte a (ou devrait avoir) une influence directe sur l'analyse concrète de militants révolutionnaires.

LE PROGRAMME REVENDICATIF

Dans le cadre de la réponse des libertaires à la crise, les camarades de l'UTCL avancent des propositions sur un programme revendicatif que les libertaires devraient défendre. La contribution au débat publiée par l'UTCL avant la conférence, donne le ton : SMIC à 2 500 F ; 500 F pour tous intégrés au salaire de base ; échelle mobile ; SMIC pour tous les sans-emploi ; travail égal, salaire égal ; pas un seul licenciement ; semaine de 35 heures ; retraite à 55 ans, etc.

Aucune de ces revendications ne suscite l'opposition de principe de l'Alliance, bien entendu ; néanmoins, nous avons tenté d'orienter le débat sur des questions de fond : l'opportunité pour les libertaires d'avancer un tel catalogue de revendications. Nous avons exposé notre point de vue sur la fonction d'un tel programme revendicatif. Nous pensons que les libertaires doivent mener une critique serrée des méthodes d'élaboration des programmes revendicatifs des centrales ouvrières, méthodes qui ne sont pas différentes de celles des groupes gauchistes sur le fond.

Les libertaires ne peuvent pas rester indifférents ou inactifs devant les luttes revendicatives, en premier lieu parce qu'ils sont également intéressés par l'amélioration de leurs conditions de vie. Mais nous pensons que la riposte des libertaires ne passe pas par l'établissement d'un catalogue revendicatif dans lequel se trouve nombre de vœux pieux (« on ne négocie pas des licenciements, on les refuse » ; « des logements corrects à prix abordables »). Ces revendications sont justes dans leur principe, mais relèvent d'une conception fautive du rôle des libertaires dans la période actuelle.

Notre façon d'aborder le problème a conduit les camarades de l'UTCL à la conclusion que nous refusions d'envisager l'élaboration d'un programme d'action immédiate, d'un programme politique. Cela est faux.

Il existe des revendications économiques qui, bien que ne présentant aucun caractère « politique », peuvent être reprises par les libertaires : augmentations uniformes de salaire, diminution du temps de travail, etc. Il existe d'autre part des revendications que nous devons combattre : hiérarchisation des salaires, travail aux pièces... Mais ces questions-là ne demandent pas un long débat. Nous ne connaissons pas d'exemple de militant libertaire qui ait défendu l'augmentation de la grille hiérarchique. D'ailleurs, dans leur contribution au débat au chapitre « Un programme revendicatif unifiant », les camarades de l'UTCL ne parlent pas de la lutte contre la hiérarchie des salaires.)

Il nous a semblé que la riposte à la crise proposée par l'UTCL, sur le plan revendicatif, ne se distingue en rien de la riposte proposée par l'ensemble des groupes léninistes. Ou bien notre mouvement n'a rien à proposer comme alternative spécifiquement libertaire, ou bien l'UTCL ne se distingue en rien sur ce plan, des groupes léninistes.

A notre avis, la tâche du mouvement libertaire est moins de proposer un programme revendicatif chiffré et détaillé, que de proposer un certain nombre d'axes de lutte et de réflexion, concernant les problèmes les plus immédiats, mais qui intégreraient des revendications de rupture : revendications non marchandes (transports gratuits ; produits alimentaires de base gratuits ; revenu de subsistance non lié au travail ; grèves de gratuité) et des revendications de pouvoir (contrôle ouvrier sur les cadences, l'organisation du travail ; suppression du secret comptable ; suppression des bureaux de méthode, etc.). En outre, s'il y a des revendications que nous devons tenter d'imposer au patronat et au pouvoir, il y en a également que nous devons tenter d'imposer avec tout autant de fermeté aux bureaucraties syndicales : diffusion de l'information, suppression des permanents inamovibles et

cooptés, rotation des mandats, décentralisation, comités de grève, souveraineté des AG.

L'examen attentif des deux propositions de riposte à la crise montre claire-

ment les différences de démarche : il est impossible de dissocier la plateforme de l'UTCL d'une alliance avec les léninistes ; il est impossible d'envisager les contre-propositions faites par l'Alliance sans une lutte (entre autres) contre les léninistes.

PRATIQUES SYNDICALES

A travers la discussion sur la pratique syndicale, apparaissent encore des divergences d'analyse sur les perspectives d'évolution du syndicalisme en France et sur la place des libertaires dans cette évolution.

Ce que l'UTCL appelle la gauche ouvrière et syndicale constitue un des points de divergence. Au départ cependant il y a une convergence : le contexte politique actuel dominé par l'espoir d'une victoire électorale de la gauche pousse les appareils syndicaux à freiner les luttes, à raffermir leur contrôle sur les instances de décisions à tous les niveaux des syndicats, à subordonner toute action des travailleurs aux nécessités électorales.

En réaction à cela, se développe dans la classe ouvrière une frange radicalisée qui refuse de subordonner les luttes aux impératifs électoraux. Les camarades de l'UTCL ne dissocient pas l'opposition syndicale et ouvrière, des organisations d'extrême-gauche marxistes, ces dernières étant considérées comme partie intégrante de la première. L'action des libertaires au sein de l'opposition syndicale et ouvrière ne peut donc être dissociée de l'action commune avec les groupes révolutionnaires léninistes. D'autant plus que, selon les camarades de l'UTCL, beaucoup de militants de ces groupes sont susceptibles d'être attirés par le mouvement libertaire.

L'AIT

— l'existence d'une section « officielle » de l'AIT en France, la CNTF.

Pratiquement, cela se traduit ainsi : l'AIT est constituée en principe de confédérations syndicales, même si ces confédérations n'existent que sur le papier. Ainsi il peut se développer, en marge de ces « confédérations sur le papier » sans réalité numérique, un mouvement anarcho-syndicaliste qui mène une stratégie différente et qui se trouve de ce fait exclu de la famille internationale. Ce mouvement anarcho-syndicaliste n'a d'autre alternative que de se résigner à rester en dehors du mouvement international, ou à adhérer à une organisation, à accepter une stratégie auxquelles il ne souscrit pas.

La question de la CNTF vient donc en priorité dans le débat pour intégrer dans une section française de l'organisation internationale l'ensemble des travailleurs qui se reconnaissent dans les principes de l'anarcho-syndicalisme.

solidarité des luttes

Nos camarades de la C.N.T. (Fédération locale de San Fernando-Castalada-Région Centre) nous informent d'une grève du personnel ouvrier (52 travailleurs) dans les laboratoires Castillon-Sarget suite au licenciement de 38 travailleurs.

A l'heure de l'eurocommunisme, la lutte contre les multinationales ne peut triompher dans un seul pays. Il importe donc que tous les travailleurs, tous les camarades libertaires organisent des actions de solidarité, motions, quêtes... L'information entre les militants d'une même multinationale doit s'établir sur des bases concrètes.

GRUPE SARGET

* Laboratoire SARGET avenue J.F. Kennedy - MERIGNAC - FRANCE
* 7, rue de l'Armorique 75015 - PARIS
* Laboratoire PLANTIER - 9, rue St-Georges - 07102 ANNONAY - FRANCE
* Laboratoires BELGANA 41, rue St Ghislain - B.1000 BRUXELLES

Adresse où envoyer les informations :
Sindicato de la Chimia c/o ediciones CAMPO ABIERTO
c/ Finilla del Valle nº 1 MADRID - 2 ESPAGNE

CONFERENCE NATIONALE

(suite)



La création de l'Alliance à la suite des grèves de 1968 s'est faite autour du débat suivant : les anarchosindicalistes doivent-ils adhérer à la CNTF ou créer une organisation de type nouveau ? Nous avons constaté à l'époque que les vingt années d'existence de la CNTF ne constituaient pas un bilan positif. Notre point de vue en 1977 reste le même : trente ans après sa fondation, la CNTF reste totalement inconnue dans la classe ouvrière.

Si l'objectif que la CNTF et nous-mêmes cherchons à atteindre est le même : la création d'une organisation libertaire, ouvrière, de masse, nous pensons que le minimum de réalisme impose un certain nombre d'étapes. Même en réunissant le ban et l'arrière-ban du mouvement libertaire en France, il n'y a pas, aujourd'hui, de quoi constituer une confédération syndicale. Il n'y a pas dans le mouvement, toutes tendances réunies, plus de 1 500 militants ouvriers, qui ne peuvent pas compter, comme nos camarades espagnols, sur une histoire, une tradition, un mythe de l'organisation de masse.

L'un des enseignements de la conférence

est que nous avons constaté une évolution positive dans la CNTF.

A diverses occasions dans le passé nous avons tenté d'ouvrir le dialogue avec les camarades de la CNTF, bien avant qu'il ne soit question de renaissance de la CNTF. Nous nous sommes toujours heurtés à un sectarisme effréné : l'Alliance n'avait pas lieu d'exister, les libertaires qui militaient dans les syndicats réformistes étaient des traîtres, les vrais libertaires devaient adhérer à la CNTF.

L'un des enseignements de la conférence est que nous avons constaté une évolution positive dans la CNTF : une plus grande ouverture à la discussion. Cependant, nous souhaitons éviter que se renouvellent des situations embarrassantes, telles que l'invitation faite à l'Alliance d'assister au dernier congrès de la CNTF tenu à Bordeaux, alors que d'autre part le groupe de Bordeaux de la CNTF semble ignorer l'existence — pourtant largement connue — de nos camarades de cette ville.

QUELLE UNITE AVEC LES LIBERTAIRES

La situation actuelle fait que notre politique ne peut plus être la même que pendant la période « ascendante » du syndicalisme de l'après-68. Les mouvements d'opposition qui se font jour aujourd'hui — et qui n'existaient pas il y a 5 ans, — se déterminent largement en dehors des libertaires. Nous devons en premier lieu lutter avec nos camarades de travail contre les manœuvres bureaucratiques. Nous devons montrer qu'il existe une alternative syndicale aux pratiques des bureaucraties syndicales. Mais si les travailleurs ne parviennent pas à se réapproprier leurs organisations de classe, et si malgré tout ils sont décidés à continuer la lutte, nous devons être en mesure de leur proposer une alternative syndicale en dehors des syndicats actuels. Les anarchosindicalistes n'ont pas pour vocation d'être éternellement des opposants de gauche aux réformistes, ils visent à constituer une organisation libertaire de masse. Nous pensons seulement que cette organisation doit se créer dans les meilleures conditions possibles, en reliant le maximum de travailleurs.

Prendre l'initiative de la scission est précisément le pire départ qui puisse nous arriver. Ce point capital, a été répété par les intervenants de l'Alliance lors de la conférence.

Comme nous, l'UTCL a constaté que les pratiques des bureaucraties ouvrières créent des germes de scission. Mais, à vrai dire, les camarades se bornent à constater, ils n'analysent pas vraiment le phénomène d'un point de vue « dialectique ». Si des pans entiers de la classe ouvrière étaient décidés à scissionner, ou scissionnaient effectivement, que devrions-nous faire alors, tirer des milliers de militants par la manche en leur criant : « Non ! restez ! » ? Cette situation peut ne jamais se produire, mais une analyse sérieuse ne peut pas l'éluider. Or précisément, nous ne pensons pas que la solution serait le repli sur une organisation libertaire « étroite » et fermée. Il faudrait que les libertaires soient sacrément mieux organisés qu'ils ne le sont actuellement, c'est sûr, mais la solution nous serait la constitution d'une organisation libertaire large. La « tentation des scissions minoritaires » dénoncée par l'UTCL, c'est un faux problème. Les libertaires sont minoritaires et le seront encore longtemps. Mais il vaut mieux être minoritaire à 10 000 dans une organisation « large » qu'à 200 dans une organisation « étroite ».

3 - La section CNTF n'est pas constituée seulement d'un noyau de libertaires « purs et durs », mais d'une partie importante des militants les plus actifs de l'ancienne section.

4 - Les militants de la section CNTF nouvellement constituée restent en étroite liaison avec les militants qui sont demeurés dans les syndicats réformistes.

Il y a aussi un autre cas que nous avions envisagé : la constitution de sections CNTF dans des secteurs à faible implantation syndicale, où tout un travail d'organisation est à faire : bâtiment, routiers, etc... D'ailleurs, les seuls cas où la CNTF a récemment pu avoir une action réelle dans les luttes concernaient le bâtiment et l'hôtellerie. Ce n'est pas un hasard. Un travail d'organisation est nécessaire et possible dans ces secteurs. Nous pensons que si des militants sont décidés aujourd'hui à faire ce travail, nous devons les soutenir, même si nous ne sommes pas décidés à les imiter dans les secteurs où la plupart des militants de l'Alliance travaillent : grandes entreprises métallurgiques, santé, livre, banques, postes ou EDF.

Les divergences de vues qui existent entre l'Alliance et l'UTCL, sur le problème de la CNTF, ne sont pas le résultat d'une brusque et opportuniste réalisation de notre part, concernant la reconstitution de la CNTF. Elles sont largement le résultat de divergences de vue sur l'analyse de la période que nous vivons actuellement. Ces divergences rendent compte également des attitudes différentes que nous pouvons avoir face à la frange radicalisée de la classe ouvrière, et face au mouvement libertaire lui-même.

A notre avis, dans leur « analyse de la période », les camarades de l'UTCL se font une fausse idée de l'opposition syndicale ouvrière ». Cette expression, que nous ne reprenons pas en compte, ne suffit pas à exprimer l'extraordinaire multiplicité des aspirations de la composition des couches qui sont représentées. Le terme « opposition » sous-entend une relative unité de fait dans les aspirations de ces couches, à l'intérieur desquelles il y a au contraire, de vives oppositions. Peu de choses relie les autonomes qui ont occupé Libération et les militants syndicalistes de 40 ans qui se tuent à essayer de maintenir en dépit des bureaucraties un minimum de démocratie dans leurs sections syndicales.

A notre sens, les propositions concrètes faites par l'Alliance au mouvement libertaire, tout en n'excluant pas une réflexion politique poussée de notre part, est en accord avec les forces réelles, les possibilités actuelles du mouvement. Nous ne craignons pas de confronter notre propre cohésion interne à la diversité du mouvement, pourvu que certaines conditions soient respectées : fédéralisme,

débat politique, caractère de classe du regroupement. Nous savons bien que la réalisation de notre projet ne résoudrait pas tous les problèmes tout de suite, qu'il en résulterait une période de flottement, dont probablement la pensée seule doit répugner aux camarades de l'UTCL.

Mais il ne saurait être question de précipiter l'élaboration d'un plateau-fourre-tout. Le mouvement libertaire est formé d'une multitude de nuances, mais ce qui nous concerne en premier lieu, ce sont les travailleurs libertaires, et plus particulièrement ceux qui n'ont pas d'opposition de principe à un travail syndical : cela réduit considérablement les causes de confusion.

Eu égard à l'importance des tâches auxquelles le mouvement ouvrier libertaire doit s'atteler, nous pensons que nous n'avons pas les moyens de montrer envers le mouvement libertaire un sectarisme que l'UTCL elle-même, est loin de montrer pour les groupes marxistes révolutionnaires.

A l'issue de la conférence, chaque participant fut invité à donner son impression. Il en ressortit deux choses : les camarades de province n'étaient pas préparés à des discussions qui restèrent pour eux souvent abstraites et éloignées de leurs préoccupations. D'autre part les débats se sont malheureusement ressentis du fait que seul le groupe de Rouen avait organisé une conférence régionale avant la conférence nationale.

Un militant de Caen déclara que la conférence avait été exactement ce qu'elle n'aurait pas dû être, « la pire des réunions gauchistes », alors que les camarades de Toulouse étaient enthousiasmés et décidaient qu'ils allaient organiser une conférence régionale dans leur région.

A notre avis, le fait même qu'elle ait eu lieu, et qu'elle ait réuni à son meilleur moment 120 camarades, est une réussite. Mais dans ses résultats politiques elle n'a pas abouti à ce que nous aurions pu espérer.

Néanmoins, à son actif, il y a la constitution de coordinations permanentes par branche d'industrie, l'incitation à organiser des conférences semblables par régions, et une clarification utile sur les positions respectives des divers groupes participants.

L'Alliance syndicaliste, quant à elle, continuera à travailler à la fois pour l'unification des travailleurs libertaires, et pour une plus grande clarification politique, stratégique de notre mouvement. « Solidarité ouvrière » se fera dans les mois à venir, l'écho de cette tentative.

Le texte intégral du compte-rendu sera tiré en brochure. Pour l'obtenir, écrire à Solidarité ouvrière - 99, rue J.P. Timbaud - 75011 Paris.

C'est pourquoi nous disons que dès maintenant il faut envisager la possibilité de « sortir » des syndicats réformistes. Cela ne signifie pas que nous proposons que tous les libertaires qui se heurtent à des problèmes dans leurs syndicats se replient aussitôt dans une structure plus accueillante et minoritaire. Il ne faut pas faire l'économie du combat interne contre les directions réformistes. On ne peut guère reprocher à nos camarades de Bordeaux d'avoir fui au premier coup de pétard bureaucratique.

Telles sont, selon nous, les vraies questions qui se posent, et qui n'ont pas réellement été abordées lors de la conférence.

Les camarades du groupe autonome de Rouen ont également envisagé la possibilité d'une action en dehors du mouvement syndical réformiste. Leur position est claire : ils constitueront des sections syndicales C.N.T.F. là où c'est nécessaire, c'est-à-dire là où il ne leur sera plus possible de faire aucun travail libertaire du fait du contrôle bureaucratique des sections.

Ils ont d'ailleurs pas dit : là où c'est possible, contrairement à une interprétation erronée de leur position. Là où c'est possible, cela veut dire partout où il y a des militants libertaires. Or les camarades de Rouen estiment qu'il est absolument nécessaire de continuer à militer dans les syndicats réformistes tant que toute possibilité d'action ne leur est pas refusée.

En ce qui concerne l'Alliance, nous pensons que circonscritivement, dans des cas aujourd'hui limités, la constitution de sections C.N.T.F. peut se justifier (la phrase est sciemment prudente). Mais un certain nombre de conditions devraient être remplies :

1 - Les militants qui constituent la section C.N.T.F. par le départ d'une section en place n'ont absolument plus aucune possibilité d'expression dans cette section ; ils ont épuisé toute possibilité de lutte pour que les travailleurs se réapproprient la structure syndicale qu'ils quittent.

2 - Les militants qui quittent la section en place ont fait publiquement, un travail d'explication politique approfondi pour justifier leur geste.

« INTERROGATIONS »,
revue trimestrielle de recherche anarchiste.

Pour la France :
Distributions Parallèles,
47, Rue St-Honoré, 75001 Paris.